NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES
POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

Interurbain Isère
02/11/2026

Le 5 novembre et après : mettons-nous à l'école de la lutte !

Samedi 31 octobre, des centaines de milliers de manifestants ont de nouveau battu le pavé dans toutes les grandes villes du pays malgré les interdictions de parcours et les menaces du gouvernement. Cela fait plus d'un mois, vacances scolaires comprises, que lycéens et étudiants ont entamé cette lutte, déterminés à l'emporter pour leurs revendications. Ils vont reprendre de plus belle les blocages de leurs établissements et appellent à les rejoindre en manifestant avec eux dès mardi 3 novembre.

Une répression inédite qui prouve la trouille d'un gouvernement aussi haï que discrédité

Nuñez, ministre de l'Intérieur, clame haut et fort son soutien total aux forces de police, qu'il envoie gazer, éborgner et mutiler des lycéens. Quant à Lecornu, il reçoit les syndicats lycéens et étudiants. Pour tenter d'éteindre la colère avant le 5 novembre, il lâche des miettes : 15 000 places à l'université, alors qu'il en faudrait des centaines de milliers, le relookage de Parcoursup mais pas la fin du tri social, 500 postes d'enseignants en lycée, alors que des milliers ont été supprimés, 28 élèves par classe en seconde, mais combien en première et terminale ? Sans oublier des prêts à taux réduit pour les collectivités, qui auront ainsi le droit de s'endetter pour rénover le bâti scolaire !

Ces annonces ont aussitôt été dénoncées comme insuffisantes par l'ensemble des jeunes mobilisés. Mais elles les ont aussi encouragés à intensifier la lutte : ce gouvernement n'avait que l'austérité à la bouche, voilà qu'il annonce sortir le portefeuille !

Une lutte qui rayonne partout dans le pays… et à l'international

Car le vrai problème du gouvernement, c'est que les revendications lycéennes et étudiantes, parties des quartiers les plus populaires, font écho à celles du monde du travail. C'est contre la vie chère que les manifestations du samedi ont été lancées. Nos salaires fondent comme neige au soleil face à l'inflation des prix de l'alimentation, du carburant, des logements. Les services publics sont sacrifiés, non seulement l'éducation, mais aussi la santé, les transports publics et tout ce qui est utile à la population, pour mieux arroser de milliards de subventions les grandes entreprises et les actionnaires. C'est cette colère sociale qui s'est exprimée trois samedis d'affilée.

Une colère contagieuse au-delà des frontières. En Allemagne, plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont manifesté le 31 octobre contre la vie chère, les coupes budgétaires dans les services publics et le retour du service militaire. En Italie, une grève générale a eu lieu le 30 octobre : des manifestations réunissant des centaines de milliers de personnes ont rassemblé lycéens, étudiants, retraités et travailleurs de nombreux secteurs, autour des mêmes préoccupations qu'en France et en Allemagne. Les salariés des ports italiens ont bloqué les quais, se mobilisant contre les exportations d'armes.

Les jeunes ont ouvert une brèche : aux travailleurs de l'élargir par la grève générale

Le gouvernement et l'extrême droite s'entendent pour appeler au « retour à l'ordre » et attiser en même temps le racisme. Nul doute désormais que l'attentat islamophobe de Trappes est une conséquence directe de ces discours de haine. À l'inverse de ces tentatives de diversion, la jeunesse met en avant les véritables problèmes : vivre et non pas survivre, pouvoir se loger, avoir accès à des services publics dignes de ce nom, ne pas se résigner face à la course aux milliards pour une minorité de possédants et la montée du militarisme.

Le 5 novembre, les confédérations syndicales appellent enfin les travailleurs de tous les secteurs à faire grève et à se mobiliser : oui, il est temps de rejoindre le mouvement avec la conscience qu'il faudra s'organiser à la base pour que cette journée marque le début d'un mouvement d'ensemble dans la durée, pour aller vers la grève générale.



Le dépôt KPA d'Ayse en grève

Les conducteurs d'Ayse ont profité de la rentrée pour frapper un grand coup ! Deux jours de grève pour enfin se faire entendre de la direction. Les conditions de ce dépôt KPA sont à peu près le pire de ce qu'on puisse imaginer. Des véhicules de 25 places Isuzu en boîte manuelle très majoritairement, dont on connaît l'inconfort de conduite et le manque de fiabilité. À cela s'ajoute une offre de transport délirante, « agile », disent ses promoteurs, qui mixe TAD et service régulier… plusieurs centaines d'arrêts à connaître, des détours faits pour des TAD finalement annulés, un opérateur basé en Suisse très content de lui-même dont les agents parlent mal aux conducteurs… on croit rêver quand les camarades décrivent leurs conditions de travail ! Les résultats de ce mouvement se font déjà sentir : les conducteurs seront désormais associés aux discussions que la direction a avec les organisateurs amateurs de ce réseau et la collectivité. Mieux vaut tard que jamais. Même s'il dénonce à juste titre des conditions très locales, ce mouvement s'inscrit également en pleine solidarité avec l'agitation sociale qui secoue le pays entier et qui trouvera une nouvelle expression massive le 5 novembre. Car lundi, mardi et jeudi, comme tous les jours, l'arme des travailleurs, c'est la grève !

Élections professionnelles à KPA

Même si l'actualité est à la grève et à la revendication, nous serons amenés à élire nos représentants pendant les élections professionnelles du 9 au 13 novembre. Le scrutin est complexe, le vote électronique ne facilitera pas forcément la participation, le CSE est une instance qui présente beaucoup de défauts, tout cela est vrai… tout comme il est vrai que pour nous, le bulletin « Révolutionnaires », c'est dans la lutte des classes que les travailleurs s'expriment le mieux. Néanmoins, dans cette société, ce n'est pas tous les jours que les travailleurs sont amenés à donner leur avis, alors faisons-le massivement.

Salade Caesar

À Metz, on a vu un bus passer sous escorte policière. À l'aller, il était transformé en panier à salade plein de poulets ; au retour, il emmenait les manifestants arrêtés en ligne express vers le commissariat… du transport en commun de préfecture finalement. Plutôt que ces réquisitions du préfet, c'est la solidarité avec le mouvement des jeunes qui devrait s'exprimer dans les entreprises de transport.

La direction siffle, les chiens accourent

Le 29 octobre dernier, les CRS, sifflés par la direction, ont tenté de casser un piquet de grève tenu par des collègues de la RATP aux Lilas, en banlieue parisienne. Ces toutous ont gazé et matraqué des conducteurs jusqu'à blesser gravement un syndicaliste. Voilà la réponse des patrons et du gouvernement à toute mobilisation sociale, qu'elle vienne des travailleurs ou des lycéens.

Espagne : grève nationale des conducteurs de train

Alors que le pays observait un deuil de trois jours, après le terrible accident de train survenu près de Los Yébenes (province de Tolède) sur la ligne Madrid-Séville et qui a fait au moins 70 morts et des centaines de blessés, les conducteurs de train ont observé une grève de 24 heures pour dénoncer notamment la dégradation des infrastructures ferroviaires, l'aggravation de leurs conditions de travail et le manque de moyens. Ils exigent des garanties de sécurité renforcées, un meilleur entretien du réseau ferré très détérioré et des explications sur la gestion des incidents par le centre de contrôle. Leur grève était programmée depuis longtemps, mais le drame qui vient de se produire illustre l'actualité de leurs revendications. Le gouvernement et la Renfe, la société nationale des chemins de fer, se vantent que l'Espagne a le second plus important réseau de TGV du monde, derrière la Chine. Mais la course au profit, à la rentabilité et la mise en concurrence des opérateurs font que ce réseau n'est plus entretenu correctement et met en danger la vie des cheminots et des voyageurs.

Élection en Israël

Ni Netanyahou (53 sièges sur 120) ni son rival Eisenkot (48 sièges), ex-chef d'état-major partisan des guerres à Gaza et au Liban, n'ont de majorité. Ironie de la situation : tout dépend des partis arabes et de leurs 19 sièges. S'ils votent pour Eisenkot, il gouverne. S'ils s'abstiennent, c'est Netanyahou qui passe. Pourtant, les deux camps les traitent en parias : Netanyahou les accuse de terrorisme, Eisenkot refuse de dépendre de leurs voix. Un énième rappel qu'il n'y a rien à attendre de ces élections : seule l'alliance des travailleurs israéliens et palestiniens dans la lutte peut mettre fin au génocide.